

3 - L'expertise prévue au 2 - 4°) - ci-dessus sera effectuée par une commission composée :

- du chef du service de l'Elevage,
- du chef du service de l'Agriculture
- du chef du service des Finances,
- du Président du Conseil d'Administration de la CAMA.

La commission définira la consistance des parcelles sinistrées, en considération des dommages constatés ainsi que de la nature et de la situation géographique des cultures. Elle établira un rapport motivé.

**DECISION n° 78-060/CG du 21 février 1978 complétant la composition de la commission chargée de l'étude d'une réforme globale de la fiscalité du Territoire**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 21 février 1978,

**D é c i d e**

La composition de la Commission chargée de l'étude d'une réforme globale de la fiscalité du Territoire est complétée comme suit :

- le chef du service de l'Enregistrement      Membre

**ARRETE n° 78-062 /CG du 28 février 1978 agréant un Agent Spécial de la Société d'Assurances «Les Associations Mutuelles Le Conservateur»**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, notamment en son article 24,

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 février 1978

**A r r ê t e**

1 - M. Marc Mortali est agréé en qualité d'Agent Spécial de la Société d'Assurances «Les Associations Mutuelles Le Conservateur» en vue de pratiquer en Nouvelle-Calédonie et dépendances les opérations d'assurances sur la vie, à forme tontinière, visées au paragraphe 6° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

2 - Sont annulées toutes dispositions contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 75-321/CG du 28 juillet 1975.

**ARRETE n° 78-063 /CG du 28 février 1978 relatif à la désignation d'un membre non fonctionnaire du Comité Technique du Marché de Gros des fruits et légumes d'origine locale.**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, notamment en son article 24,

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 février 1978,

**A r r ê t e**

En application des dispositions de l'arrêté n° 77-442/CG du 22 novembre 1977 relatif à la composition du Comité Technique du Marché de Gros des fruits et légumes d'origine locale sont nommés, pour deux ans, les membres du Comité ci-après :

- Représentant les organisations professionnelles des commerçants :
- Quinne Jean - Suppléant : Turi Emmanuel

**ARRETE n° 78-064 /CG du 28 février 1978 relatif à la fixation pour l'année 1978 du coefficient applicable au calcul du taux de la cotisation «Accidents du Travail et Maladies Professionnelles» des employeurs à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales et des Accidents du Travail.**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie, notamment en son article 24,

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 février 1978,

**A r r ê t e**

En application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 58-410/CG du 29 décembre 1958, le coefficient applicable au calcul du taux de la cotisation «Accidents du Travail et Maladies Professionnelles» des employeurs à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales des Accidents du Travail et de Prévoyance est fixé à 0,70 pour l'année 1978.

**ARRETE n° 78-065 /CG du 28 février 1978 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection pour la conservation des eaux des sources du Col de Plum, et des travaux de prélèvements de ces eaux pour le renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de Plum (Municipalité du Mont-Dore).**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 28 février 1978,

**A r r ê t e**

1 - Sont déclarées d'utilité publique les mesures suivantes :

1°) Création des périmètres de protection suivants, en vue d'assurer la conservation de la qualité des eaux des sources du Col de Plum.

a) un périmètre de protection immédiate, situé autour de l'ensemble des émergences, dans lequel tout accès sera interdit et qui sera acquis en pleine pro-



priété par la Municipalité et clôturé. Ce périmètre est défini par la ligne brisée reliant tous les points situés à 4 m à l'amont immédiat des griffons, par la route territoriale et par les deux lignes de crêtes extérieures au champ d'émergence les plus proches des deux émergences extrêmes (cf. plan joint).

b) un périmètre de protection rapprochée intéressant la partie inférieure du bassin versant et dans lequel seront interdits les forages, exploitations de carrière, l'établissement de construction, l'épandage de produits destinés à la fertilisation des sols et tout fait susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau.

c) un périmètre de protection éloignée intéressant le bassin versant des sources dans sa partie située au-dessus de la route territoriale et dans lequel toute décharge ou autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux seront interdites. Ce périmètre serait susceptible d'extension pour tenir compte du fait que la porosité de la tranche d'altération des péridotites est une porosité de fissures et que toute pollution en un point de la zone d'alimentation parvient rapidement aux émergences.

2°) Exécution des travaux suivants :

- équipements des griffons
- mise en place d'un collecteur
- pose d'une canalisation en fonte sur une longueur de 4.000 m entre les sources et le réseau existant de Plum.

2 - Les travaux définis au 1 ci-dessus devront permettre de maintenir un écoulement permanent minimum de 1 l/s à la fontaine.

**ARRETE n° 78-066 /CG du 28 février 1978 ouvrant une enquête administrative sur l'utilité publique de l'extension du réseau d'A.E.P. de Diahoué (Commune de Pouébo).**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 28 février 1978,

**Arrête (Extrait)**

1 - Il sera procédé à une enquête administrative dans les conditions prévues par le décret du 16 mai 1938 sur l'utilité publique des mesures suivantes :

- ouverture de 2.600 ml de piste de pose
- fourniture et pose en tranchée de canalisations de distribution suivantes :
  - PCVR 18,6 / 25 100 ml
  - PCVR 75,8 / 90 mm 2.600 ml
- fourniture et pose des pièces spéciales
- exécution de branchements.

2 - La dite enquête sera ouverte le 15 mars 1978 à la Gendarmerie de Pouébo.

3 - Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pouébo est nommé Commissaire-Enquêteur.

4 - Le dossier d'enquête sera déposé au Bureau du Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pouébo et au secrétariat de la Mairie de Pouébo pendant dix jours pleins et consécutifs du 15 mars 1978 au 24 mars 1978 inclusivement.

Toute personne pourra prendre connaissance sur place ainsi qu'au Service du Génie Rural, 4 rue du Général Galliéni Nouméa, chaque jour, samedi, dimanche et jours fériés exceptés de 7 h. 15 à 11 h. 15 et de 13 h. 30 à 15 h. 30.

5 - A l'expiration de ce délai de dix jours, le Commissaire-Enquêteur recevra trois jours pleins et consécutifs du 28 mars 1978 au 30 mars 1978 inclusivement les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des mesures projetées. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur les registres d'enquête déposés à la Mairie de Pouébo et au bureau de la Brigade de Gendarmerie de Pouébo ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur qui les visera et les annexera aux dits registres.

**ARRETE n° 78-067 /CG du 28 février 1978 portant suspension pour une nouvelle période de quarante cinq jours des droits de douane applicables aux importations de viandes bovines originaires et en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande.**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi 76/1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 février 1978,

**Arrête**

Pour une période de quarante-cinq jours à compter du 17 février 1978 les viandes bovines et leurs abats frais, réfrigérés ou congelés relevant de la position tarifaire n° 02-01 A II du tarif douanier, originaires et en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande et importés en Nouvelle-Calédonie, sont exemptés de droits de douane.

**ARRETE n° 78-068 /CG du 28 février 1978 portant majoration des rémunérations des fonctionnaires territoriaux à compter du 1er décembre 1977**

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, notamment en son article 24 ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 février 1978,

**Arrête**

Le traitement annuel défini à l'article 3 modifié de l'arrêté n° 68-038/CG du 29 janvier 1968, afférent à l'indice 100 et soumis aux retenues pour pension, est fixé à 12.225 francs français à compter du 1er décembre 1977.